

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 13 décembre 2022 à 19h00**

ppp

**Président : R. DETANG, Maire**

**Nombre de conseillers**

- ◆ en exercice : 29
- ◆ présents : 18
- ◆ votants : 29

**Présents :** Mr R.DETANG, Mme I.PASTEUR, Mr M.JELLAL, Mme C.GOZZI, Mr P.SCHMITT, Mme S.MUTIN, MM M.LUCHIN, V.GNAHOUROU, K.SOUVANLASY, S.AWOUNOU, H. EL KRETE, Mmes V.BACHELARD, C.FROIDUROT, S.PANNETIER, Mr J.THOMAS, Mme V.DOS SANTOS, MM S.KENCKER, G.DÉCLAS

PPP

**Excusés :** Mmes P.BONNEAU (pouvoir à V.GNAHOUROU), K.BOUZIANE LAROUSSI (pouvoir à V.BACHELARD), A. MALACLET (pouvoir à S.PANNETIER), Mr D. REUET (pouvoir à S.AWOUNOU), Mme E.PREIONI VINCENT (pouvoir à I.PASTEUR), MM S.BOULOGNE (pouvoir à M.JELLAL), M.BAMBA (pouvoir à K.SOUVANLASY), Mmes N.BINGGELI (pouvoir à C.GOZZI), N.COMBELONGE (pouvoir à S.KENCKER), MM B.MILLOT (pouvoir à V. DOS SANTOS), R.MAGUET (pouvoir à G.DÉCLAS)

**Date de convocation**

06 décembre 2022

**Secrétaire de séance : Mario LUCHIN**

**Date d'affichage**

16 décembre 2022

**6. OUVERTURE DE CREDITS EN INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023**

**Décision : Unanimité**

Dans le cas où le budget primitif d'une collectivité territoriale pour une année N n'a pas été adopté avant le 1er janvier N, et dans l'attente du vote dudit budget, l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales permet à l'ordonnateur « *de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente* », ainsi que « *de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget* ».

Concernant la section d'investissement, l'article L. 1612-1 du CGCT prévoit que l'exécutif de la collectivité territoriale peut, dès le 1er janvier, et jusqu'au vote du budget primitif, sur autorisation de l'assemblée délibérante :

- Engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement du capital de la dette et aux autorisations de programme ;
- Engager, liquider et mandater les dépenses à caractère pluriannuel d'une autorisation de programme, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme.

Le budget primitif 2023 sera élaboré et proposé au vote du Conseil municipal dans le courant du mois d'avril de l'année 2023. En conséquence, il est proposé d'appliquer les dispositions de l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales et d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement devant être réglées avant le vote du budget primitif.

Hors autorisations de programme, les limites d'engagement, de liquidation et de mandatement des crédits d'investissement jusqu'au vote du budget primitif 2023 sont récapitulées dans le tableau **joint en annexe 4** à la délibération.

Le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, l'exécution des dépenses d'investissement pour le budget principal, dans la limite du quart des crédits d'investissement votés pour l'exercice 2022, exception faite des crédits de paiement afférents aux autorisations de programme et des crédits afférents au remboursement du capital de la dette ;
- D'autoriser l'exécution des dépenses à caractère pluriannuel des autorisations de programme du budget principal, dans la limite des crédits de paiement 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la délibération.

Fait à Quetigny, le 14 décembre 2022

Copie Certifiée Conforme,



  
Rémi DETANG

Maire de Quetigny

Vice-Président de Dijon Métropole

Président de l'EPFL de Côte d'Or